

Bonsens.—Non, mon ami. Le premier ministre s'est levé et a déclaré solennellement qu'il n'y avait pas un mot de vrai, puis il en a appelé à ses partisans qui, d'un vote unanime et sans vouloir rien entendre, ont déclaré que les accusations étaient fausses et qu'il n'était pas nécessaire d'en entendre davantage et ils se mirent à crier que le député de Shefford était un ci et un ça enfin tout ce que n'a fait que répéter la gazette unique que lit notre ami Boudin.

Jean-Claude.—Tiens! ce n'est pas malin. Ils avaient eu leur part du magot. Oh! si j'avais été là, je leur aurais dit: Vous êtes trop pressés, vous autres. C'est la poule qui a pondu l'œuf qui chante le plus fort. Allez, il y a quelque chose au bout du bâton qui ne sent pas le lys blanc, fleur d'innocence, comme disait la celle à Quenocho quand elle était couturière et qu'elle en mettait des imitations sur les chapeaux des belles demoiselles de la ville.

Bonsens.—Peu de jours après, le premier ministre, poussé par quelques uns de ses amis qui craignaient des révélations subites ou quelque catastrophe inattendue, proposa lui-même de nommer un comité de cinq membres des communes pour entendre les accusations, les témoignages à l'appui ou à décharge et faire rapport à la chambre. Il proposa deux messieurs de l'opposition les honorables Dorion et Blake et trois partisans du ministère, messieurs Cameron, un Macdonald de la nouvelle Ecosse et enfin le député Blanchet de Lévis. Je vous expliquerai plus tard les raisons probables qui firent tomber le choix du premier ministre sur ces trois derniers personnages. Quelqu'un demanda que le comité siégât immédiatement, mais Sir John, qui n'est jamais à bout de ruses, s'écria que les deux principaux acteurs dans les transactions qui ont eu rapport au chemin du Pacifique, messieurs Cartier et Allan étaient absents; qu'il fallait attendre leur retour afin de les entendre eux mêmes. Cette proposition, assez équitable fut acceptée sans objection et il fut décidé que le comité s'assemblerait à Montréal le 2 Juillet suivant, c'est-à-dire de l'été dernier.

Boudin.—Avoûe, mon cher Bonsens, que c'était loyal.

Languille.—Et bien imaginé.

Bonsens.—Lors du premier débat le premier ministre, ainsi que je vous le disais, n'épargna pas les injures à Monsieur Huntington, tout en affirmant qu'il n'y avait

pas une parole de vérité dans tout ce qu'il avait dit. Il le traita de menteur, de calomniateur. Il en appela même à Dieu comme témoin de son innocence et de celle de tous ses collègues. C'était fort, comme vous voyez, et aurait pu ébranler les représentants de l'opposition dont plusieurs même, surtout les nouveaux venus, crurent un instant que leur collègue de Shefford avait bien pu se laisser tromper.

Languille.—J'avoue que j'ai l'ai été moi-même et que je ne me suis pas fait faute d'attaquer de la manière la plus véhémente, partout où je les rencontrais, dans les hôtels, au coin des rues et jusqu'au fond des plus humbles buvettes, ceux qui osaient douter de l'intégrité de nos hommes publics. Mais du moment que j'ai vu publier l'assertion, appuyée des reçus mêmes de nos chefs, que des sommes d'argent leur avaient été mises entre les mains tandis que l'on se faisait tirer l'oreille pour m'accorder quelques bribes insignifiantes, alors je n'ai pas craint d'élever ma voix contre une corruption aussi éhontée, contre un abus aussi dévergondé de la confiance du peuple, contre un mépris aussi outrageant des précédents constitutionnels.

De Grosmont.—Satanchien! voilà un grand patriote..... à la nouvelle façon.

Bonsens.—Quelques jours après la nomination du comité d'enquête, monsieur Huntington voulut prouver à la chambre et par conséquent au pays même, que s'il avait pris sur lui le pénible devoir de dénoncer la conduite des ministres, conduite qui sape les bases des libertés publiques, rend complètement illusoire le système parlementaire, et déshonore la nation qui s'y soumet volontairement, du moins il ne l'avait point fait à la légère, mais sur des preuves suffisantes pour justifier une accusation et nécessiter un examen sérieux. Il tira de sa poche une liasse de papiers, et commença à lire la copie d'une des lettres adressées à des capitalistes américains par Sir Hugh Allan afin de les tenir au courant des progrès qu'il faisait dans les négociations qu'il avait avec le ministère pour obtenir le contrat de la construction du chemin de fer du Pacifique, des sommes qu'il lui avait fallu dépenser etc. A peine avait-il répété quelques unes des phrases du marchand-chevalier que le président de la chambre interrompit cette lecture sous prétexte que les règles parlementaires ne le permettaient pas. (A continuer.)

Abonnement: 3 centins par No.

N. AUBIN, Montréal.